ELECTIONS LEGISLATIVES DES 5 ET 12 JUIN 1988

Réunionnaises, Réunionnais,

Le succès de **François Mitterrand** auquel nous avons participé semble provoquer, chez ses plus chauds partisans la tentation totalitaire.

Egalité et majorité de développement, thèmes de leur propagande, sont destinés à occulter le problème fondamental posé aux populations des DOM-TOM : celui de la nécessaire et urgente décolonisation.

A la Réunion, surtout dans la cinquième circonscription les leaders communiste et socialiste s'affrontent en un combat sanglant.

Avec le premier, le renouvellement de l'appareil politique se ferait sous le signe du racisme et du népotisme. Il n'est qu'à voir les têtes de liste de ce Parti dans les différentes circonscriptions pour s'en convaincre. Ce qui ne l'empêchera pas de ratisser large comme cela s'est fait hier avec le FRA, Pinna, Lacaille, Cassam Moussa et les Bénard en plus demain, sans songer pour autant ni à l'égalité, ni au développement de la Réunion. Tout cela ne peut déboucher que sur la dictature d'un clan, l'élimination des Malbars et des Cafres et le servilisme vis-à-vis du pouvoir colonial.

L'autre s'assigne le même but en procédant à une reconversion et en pratiquant l'anesthésie : contrôler l'appareil politique, remplacer les équipes ou les transformer en supports socialistes, masquer la colonisation par des mesures réformistes telles que la régionalisation et la décentralisation.

Ces réformes n'ont pas empêché le drame de Hiengene, la boucherie d'Ouvéa et la tragédie que vit le peuple Kanak aujourd'hui.

Les élections terminées, socialistes et communistes et leurs nouveaux alliés s'entendront pour extirper tout germe d'indépendance et bloquer les voies de la décolonisation.

Car, béni oui oui de l'administration, ils seront les plus ardents défenseurs de l'intégration à l'Europe comme ils sont aujourd'hui les plus farouches partisans de la départementalisation.

Dans la corbeille de mariage de l'Acte Unique, le Gouvernement n'aura aucune peine à offrir à Bruxelles "ses possessions d'outre mer" qui donneront à l'Europe la dimension qu'elle a perdue avec la décolonisation.

Déjà la France, en maintenant sa domination coloniale sur la Réunion y a entravé toute perspective de développement. L'égalité qu'elle prône s'est traduite par une scandaleuse inégalité et un alourdissement considérable de l'appareil militaire administratif et économique de l'impérialisme français sur l'île.

Il est interdit à un Réunionnais, dans son pays, d'être Préfet, Sous-Préfet, de commander une des armes du FAZOI et encore moins les FAZOI elles-mêmes ni être Procureur Général, car ce sont là des attributs de la souveraineté laquelle ne se partage pas.

D'autre part, tous les postes de hauts fonctionnaires sont occupés par des non-Réunionnais. Le numerus clausus réduit à une proportion dérisoire joue pour les catégories de fonctionnaires du cadre A et même du cadre B. Dans les corps de gendarmerie, il est permis à un seul Réunionnais d'être gendarme sur cinq.

Au nom de l'égalité, nous assistons à une colonisation presque sauvage de la fonction publique, notamment à RFO et dans les services de l'Education publique ou privée.

La Réunion, vitrine de la France, est l'image d'un pays occupé.

Sur le plan économique, la situation est pire. Des dizaines de milliers de Réunionnais sont privés de travail. La logique de l'impérialisme est d'éliminer de la production toute la force de travail du peuple colonisé. L'import-export, les échanges constituent l'activité principale qui profite surtout au capital financier européen. Avec la réalisation de l'Acte Unique, la situation s'aggravera. Nous aurons à subir les impérialismes conjugués des grandes puissances : Angleterre, France, Espagne, Portugal, Hollande, la Belgique qui ont ensanglanté le monde durant ces derniers siècles.

Le deuxième thème de leur propagande est le développement. Tous prétendent vouloir réaliser une majorité de développement.

Cette intention ne part pas d'un bon sentiment. Zot i donne mangé la bouche.

Dans les DOM et les TOM, le "développement est organisé et pensé en fonction des besoins et de l'expansion de la "métropole". Les technologies de pointe font l'objet de soins particuliers en France et en Europe. Kourou en Guyane, Mururoa en Polynésie bénéficient des installations au sol inutiles et des retombées économiques insignifiantes.

Pour l'ensemble des DOM-TOM dont le rôle militaire et stratégique demeure prépondérant, le développement va consister, par le biais des réalisations sociales et la promotion du tourisme, à draîner vers les "métropoles" l'intégralité des crédits, subventions et prêts, qu'aura alourdis au passage le travail des Domiens et des Tomiens.

L'égalité sociale alimentera les caisses des entreprises par l'intermédiaire des collectivités dépositaires de l'argent. Un organisme comme le SIVOMR - et ses satellites, Semittel et Ardéco - y trouve son intérêt bien plus que les travailleurs.

Par ailleurs, comment une France, une Europe qui produisent trop de tout, lait, viande, beurre, sucre, vins, huiles végétales, fruits et légumes, peuvent-elles permettre un quelconque développement de notre pays?

On avance la solution de développement auto-centré qui consisterait à assurer à chaque DOM l'autosuffisance alimentaire. Ce serait maintenir l'île à l'état de sous-développement permanent puisque la vie exige des capacités d'échange de plus en plus importantes.

Mais même ce semblant de développement est impossible. Prenons l'exemple du porc. Il est généralement admis que la Réunion assure ou peut assurer son autosuffisance en viande porcine. C'est une fausse affirmation. la France a cent cinquante mille porcs de trop et le cours étant tombé à 8,15 F le kilo a provoqué récemment des émeutes en Bretagne. Les éleveurs de la

Réunion, dans cette conjoncture ne sauraient être optimistes.

En outre, le porc frais, congelé, importé continue d'être commercialisé ici. Toute la gamme que comporte la charcuterie d'une valeur ajoutée plus importante est un monopole de fait des grandes maisons françaises. Sur place, pourtant, existe une industrie de la viande qui peut donner entière satisfaction en qualité et en quantité.

Durant ces dernières décennies, la politique de l'habitat social a été constamment appliquée sous prétexte de lutter contre les bidonvilles et pour améliorer le cadre de vie. Cependant, l'habitat insalubre représente toujours une forte proportion du parc immobilier de la Réunion. Les grosses entreprises françaises y ont fait leur beurre. Celles locales qui ont pris le relais, sont pour la plupart en difficulté. Et l'industrie du bâtiment n'a pas permis la naissance d'industries annexes telles que celles de l'électro-ménager, de la plomberie sanitaire, des installations électriques, des chauffe-eau solaires. Mais l'import-export en ces différents domaines est florissant.

A grand renfort de publicité, les Bières de Bourbon, Trois de Cœur, Bourbon Plastiques... on tente de nous abuser sur le développement. Ce ne sont que des succursales des firmes françaises ou des multinationales ou qui fonctionnent sous le régime de la franchisation.

Quant au domaine culturel, le sinistre est total. C'est le néant absolu. La caricature, les pitreries, la niaiserie tiennent la rampe en permanence. L'école "mutile le Réunionnais" et le conduit après une longue et coûteuse scolarité au sacrifice.

Il en est de même de tous les autres secteurs de l'économie à la Réunion : vanille, huiles essentielles, lait, fruits et légumes, fleurs, etc....

Aujourd'hui l'accent est mis sur le traitement des eaux usées, le reprofilage des routes, la sauvegarde du littoral coralien, la lutte contre la pollution de l'Etang du Gol où se déversent les résidus des diverses usines de Saint-Louis, l'aménagement des ports de plaisance de Saint-Pierre, de Saint-Gilles, du Port, l'équipement hôtelier. Le basculement des eaux de l'Est vers l'ouest complète cette panoplie. Comme l'on voit la partie sous-le-vent bien ensoleillée, aux plages relativement plus hospitalières, ainsi que la capitale en sont les principales bénéficiaires. Pour parer aux besoins militaires et faire face aux pointes de consommation une deuxième centrale thermique a complété les installations portuaires déjà existantes.

Le coût excessivement élevé, plusieurs milliards de francs, de ces équipements est supporté par les collectivités.

Pour exploiter cette filière juteuse, se mettent sur les rangs Nouvelles Frontières, filiale d'Air France, Pulman, Trigano, etc.. pour l'accueil des touristes, toutes sociétés de taille internationale. Le Réunionnais ne fournira que la matière vivante, son corps et sa chair.

Par contre, il n'est pas étonnant que le réseau routier "national" de trois cent vingt kilomètres environ, n'ait pas augmenté d'un iota, et qu'un réseau ceinture à mi-hauteur, n'ait pas été mis en place pour pouvoir mettre en valeur une zone de grande importance, occuper judicieusement le sol réunionnais qui doit dans les prochaines années faire vivre correctement un million d'habitants à l'horizon du troisième millénaire.

La structure du commerce extérieur de la Réunion est révélatrice. En gros nous importons pour cent francs de marchandises contre seulement dix francs à l'exportation. Le déséquilibre est mortel. Le chômage en est la conséquence normale. En important tout ce que l'on consomme sans contrepartie équivalente à l'exportation on prive le Réunionnais de tout travail.

Aussi bien dans la fonction publique ou assimilée, que dans les secteurs productifs toutes les voies sont bouchées au Réunionnais qui n'a plus d'autre issue que dans le non-travail ou l'exil. C'est cela la réalité coloniale. Elle est incontournable.

La décolonisation est le remède à cette situation.

Il faut mettre fin rapidement à la départementalisation et échapper au champ d'application de l'Acte Unique Européen.

L'Acte Unique Européen n'ouvre pas un marché de trois cent cinquante millions de consommateurs au travail réunionnais. Il permet aux puissantes sociétés multinationales d'étouffer toute activité à la Réunion.

C'est cela la vérité.

La décolonisation ne signifie pas la rupture avec la France et l'Europe. Mais en responsabilisant chaque Réunionnais elle lui redonne sa dignité et sa fierté d'être homme.

Nos propositions en la matière sont marquées du coin du bon sens.

Le vote massif des Domiens en faveur de Mitterrand doit être placé sous ce signe et devrait se traduire rapidement dans les faits. Faute de quoi la départementalisation sombrera dans la tragédie de Hiengène. la boucherie d'Ouvéa et le calvaire du peuple Kanak.

Les mesures que nous préconisons sont connues de tous. La France doit renoncer aux pratiques coloniales dans les DOM-TOM et reconnaître le droit imprescriptible des peuples concernés à l'autodétermination. Des mesures provisoires doivent les y préparer. Pour nous, elles sont les suivantes :

- Soustraire la Réunion du champ d'application de l'Acte Unique Européen et établir une convention avec Bruxelles.
- Procéder à une réunionnisation des administrations à tous les niveaux dans un délai maximum de cinq ans.
- Etablir un accord de coopération avec la France.

Il est certain que ces mesures ne peuvent être appliquées que dans un climat de grande sérénité. D'où la nécessité de ne procéder à aucune élection politique durant un délai raisonnable qui peut être fixé à deux ans. Ce délai pourrait être mis à profit pour organiser les Etats Généraux de la Réunion.

Nous voulons aller avec notre peuple des ténèbres à la lumière.
Nous voulons que la foi de chacun ne soit pas méprisée.
L'homme réunionnais sera le compagnon des étoiles. Il consommera de belles choses. Il marchera debout, la tête haute.

En votant pour **Jean-Baptiste PONAMA**, dont **REALE Michel** est le suppléant, nous mettrons en marche le processus de la décolonisation.

Nous vivrons à l'unisson de tous les peuples qui se sont débarrassés de leurs chaînes pour vivre libres et indépendants.

LE M. I. R.
374, RUE PAYET
97440 SAINT-ANDRE

Imp. EIR ST-Benoit - RC 85 B 182